Consultation prébudgétaire

Commission sur les finances et l'administration

Conditions contingentes et limitatives

Je possède le titre d'évaluateur agréé en immobilier.

Les opinions exprimées aux présentes ne constituent pas une évaluation de l'impact des mesures envisagées sur la valeur des actifs immobiliers.

Il s'agit d'observations générales personnelles.

Tendances mondiales

- L'exercice de planification budgétaire doit effectivement prendre en compte les tendances mondiales. Toutefois, ces tendances doivent correspondre à des pratiques dont l'essor est démontré. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 de l'ONU prévoit que «[t]ous les pays et toutes les parties prenantes devront être déterminés à prendre les mesures audacieuses et porteuses de transformation qui s'imposent d'urgence pour engager le monde sur une voie durable, marquée par la résilience.»
- Or, **l'implantation de mesures audacieuses et porteuses de transformation ne devrait jamais se faire sans l'accord des individus qui devront subir contre leur gré ces transformations.**

Tendances mondiales

- Prises individuellement, ces mesures peuvent sembler acceptables, mais combinées, elles s'attaquent directement au tissu identitaire des villes en réduisant significativement leur attractivité.
- À force de mesures qui rendent les villes impraticables, l'exode vers les banlieues ne sera qu'exacerbé, renforçant encore davantage le mode de vie de surconsommation suburbaine.
- En 2021, les investissements de la Ville pourraient soutenir les individus qui souhaitent s'engager dans une transition écologique **sans toutefois imposer un cadre idéologique écologiste, dogmatique et impraticable à toute la population.**

Une vision inclusive?

- L'Administration affirme prioriser une vision inclusive des investissements en aménagements et en mobilité durable. Pourtant, les citoyens n'ont pas sollicité l'implantation de telles mesures budgétaires en aménagements et en mobilité durable.
- Il est également faux de prétendre que l'Administration municipale priorise cette vision durable. C'est Projet Montréal qui promulgue cette vision et promeut massivement l'embauche d'idéologues dogmatiques à la Ville dans les domaines liés à l'écologie.
- Les élus nous disent que l'objectif de la reprise économique ne doit pas être de «revenir aux mêmes réflexes qu'avant.» À mon sens, il s'agit d'un signe clair que les élus cherchent à exclure les citoyens qui ne souhaitent pas s'engager dans une transition écologique.
- À mon sens, **forcer l'agenda de la transition écologique est une mesure d'exclusion par définition.**

Une vision inclusive?

- Les élus s'engagent à appuyer l'innovation et la créativité dans le respect des principes de la transition écologique. L'innovation est un vaste domaine de recherche dont la transition écologique n'est qu'un domaine infiniment secondaire.
- Est-ce à dire que les élus accorderont une **place disproportionnée aux projets liés à la transition écologique** sans considérer les probabilités de succès de ces projets écologistes «utopistes»? Qu'en sera-t-il des projets plus réalistes qui ne répondent pas à la commande politique des critères transition écologique?
- Est-ce que des études économiques viendront déterminer en amont les probabilités de succès de ces projets écologistes «utopistes»? Est-ce que des études économiques viendront déterminer l'ampleur de l'investissement qui sera requis pour mener à bien chacun de ces projets utopistes? Est-ce que des études socio-démographiques viendront déterminer la proportion de la population qui bénéficiera de ces investissements dans une transition écologique? Est-ce que des chercheurs viendront déterminer si une demande suffisante existe dans la population pour les biens et services qui seront offerts par ces projets écologiques?
- Enfin, est-ce que la population souhaite réellement que les préoccupations environnementales et de justice sociale d'une minorité soient au cœur de la reprise économique? Est-ce que la population est informée que l'agenda de justice sociale se situe non pas à gauche, mais à l'extrême gauche du spectre politique?

Questions de la consultation

Cette consultation soulève les questions suivantes:

- La Ville doit-elle adopter de nouvelles pratiques urbanistiques?

Je suis d'avis que la majorité des modifications aux règles d'urbanisme **que nos élus adoptent déjà** nuiront gravement à la mobilité et donc à l'attractivité de la Ville. À la lumière des modifications écologistes dogmatiques qu'ils ont déjà mises en place, **je ne fais plus confiance aux élus pour modifier les règles d'urbanisme.**

- Quelles initiatives la Ville doit-elle prendre devant l'enjeu de transition écologique?

La Ville prend déjà trop d'initiatives non-sollicitées face à cet enjeu et devrait se concentrer sur les attentes réelles qui lui sont signalées par ses résidents et commerçants. Le manque de stationnement, l'état des routes et l'état délabré de plusieurs installations municipales devrait être adressé en priorité. **Dans un contexte de précarité économique, l'innovation ne devrait pas être une priorité.**

Par ailleurs, il a été révélé à la population lors du dernier débat des chefs aux élections fédérales que si le Canada cessait d'émettre la moindre trace de carbone, la diminution des gaz à effets de serre à l'échelle mondiale ne diminuerait pas de 1%. Dans ce contexte, la question se pose de savoir si la ville de Montréal est légitimée dans son intention de lutter contre le réchauffement climatique en imposant nombre de mesures coercitives contre les automobilistes.

Questions de la consultation

Cette consultation soulève les questions suivantes:

- Comment évolueront les habitudes de transport?

Le télétravail:

À mon avis, la pandémie contribuera à diminuer à long terme le nombre de déplacements vers le centre-ville en raison de l'adoption rapide du télétravail.

Le vélo:

À mon avis, les nombreuses pistes cyclables que la Ville a déjà aménagées et qui sont désertes demeureront désertes.

Le vélo, à titre de loisir, ne justifie pas de contrer l'apport économique de la mobilité en automobile.

Les nouvelles pistes cyclables devraient donc être retirées des artères majeures de la Ville.

Questions de la consultation

Cette consultation soulève les questions suivantes:

- Comment évolueront les habitudes de transport? (suite)

Le transport en commun:

Le transport en commun devrait être moins cher, voire gratuit. La **gratuité** pourrait commencer par les **autobus**. Les mesures transitoires écologiques auraient dues être implantées seulement après l'implantation d'un système de transport en commun efficace.

Le stationnement:

Des stationnements souterrains étagés gratuits devraient être aménagés par la Ville dans tous les districts centraux. La recharge électrique des motos, triporteurs, vélos et voitures électriques devrait être gratuite dans tous les stationnements appartenant à la Ville. Tout ceci permettrait aux visiteurs des résidents de trouver à se stationner facilement et donnerait une image plus positive de la vie en ville aux gens de l'extérieur.

Les visiteurs:

Avec toutes les mesures de retrait du stationnement sur rue, la question des visiteurs n'a pas encore été adressée par la ville. Je suis d'avis qu'une part importante des investissements en aménagements urbains de la Ville devrait aller dans la construction de stationnement intérieurs.

Questions de la consultation

Cette consultation soulève les questions suivantes:

- Comment évolueront les habitudes de transport? (suite)

Les consultants de la ville:

Certaines chaires de recherche que consulte la ville sur les questions de mobilité ne disposent que de peu de crédibilité à l'international. Les pratiques qu'elles promeuvent existent ailleurs à l'étranger dans des villes plus densément peuplées et qui ont déjà fait l'objet depuis des décennies de mesures d'atténuation.

Les recommandations de ces chercheurs sur l'implantation d'aménagements inspirés de l'étranger sont donc mal renseignées. **Les chercheurs auxquels s'en remet la Ville ne font donc pas preuve de la prudence qu'on s'attend d'eux dans leurs recommandations sur les sujets liés à la mobilité.**

L'impartialité de ces chercheurs peut également être remise en question puisque certaines de leurs positions publiques démontrent un certain idéologisme dogmatique.

Il y a quelques années, les panélistes invités à la Consultation sur l'avenir de la rue Ste-Catherine mettaient en garde à l'unanimité sauf un l'administration montréalaise pour qu'elle maintienne et renforce la place de l'automobile au centre-ville. Ces érudits ont été ignorés et l'administration s'efforce depuis de contrer la mobilité par tous les moyens.

Questions de la consultation

Cette consultation soulève les questions suivantes:

- Comment évolueront les habitudes de transport? (suite)

Péages:

Plutôt que de s'attaquer à ses propres résidents, **la Ville devrait instaurer des péages sur tous les ponts.**

Cette mesure écologique permettrait d'augmenter la part du financement auprès des contribuables de l'agglomération, tout en réduisant les déplacements en voiture sur l'île sans nuire à la mobilité des individus qui ont choisi d'habiter à Montréal.

La Ville devrait également couper tout le financement et toutes les subventions à l'ARTM.

La Ville devrait se faire payer par les villes défusionnées et les banlieues pour participer à l'organisation régionale du transport en commun.

Questions de la consultation

Cette consultation soulève les questions suivantes:

- Comment évolueront les habitudes de transport? (suite)

Vision Zéro ou Zéro Vision:

Le programme *Vision Zéro* vient retirer des stationnements en bordure de rue, diminuer les vitesses permises, rallonger la durée des feux rouges, congestionner les artères avec des pistes cyclables et promouvoir le réseau express vélo.

Globalement, ce programme devrait être aboli puisqu'il vient légitimer les piétons et les cyclistes dans leurs comportements irresponsables et dangereux.

Pour ma part, ce programme représente bien le dogmatisme idéologique de nos élus. En ce sens, je crois qu'il serait plus approprié de renommer ce programme **Zéro Vision***.

Les fonds de ce programme devraient être utilisés pour rajouter des infrastructures de sécurité routière, de même que pour éduquer les piétons et les cyclistes aux attraits d'un mode de vie urbain, donc **attentif** et **rapide**.

Les milieux urbains se caractérisent par leur mode de vie accéléré, en ce sens les vitesses maximales devraient être augmentées à travers le territoire central de la ville.

* Suggestion pour ce nom satirique entendue de la bouche d'un ami.

Questions de la consultation

Cette consultation soulève les questions suivantes:

- Comment évolueront les habitudes de transport? (fin)

Le REV:

Je suis d'avis que le réseau express vélo contribuera à diminuer significativement l'activité économique le long des artères où il sera situé en plus de contribuer gravement à diminuer l'attractivité du centre-ville autant comme place d'affaires que comme milieu de vie. Je n'ai d'ailleurs vu aucune étude d'impact économique sur le projet tel qu'il nous a été présenté et je n'ai vu aucune étude des coûts associés à ce projet dévastateur.

Est-ce que les commerçants le long des artères visées par le REV ont été consultés? Est-ce que l'impact économique sur ces commerces a été calculé, notamment l'hiver? Est-ce qu'il pourra être mesuré?

- La ville annonce une dépense de 2 100 millions de dollars pour contrer l'automobile entre 2020 et 2023, quelle proportion de ce montant ira pour le REV? Ces dépenses créeront un environnement malsain et des aménagements urbains encombrants, tout en transformant contre leur gré la façon dont les citoyens se déplacent sans qu'un besoin existe à ce niveau.
- Souvenons-nous que la ville dispose déjà de 876 KM de pistes cyclables sous-utilisées.
- Avez-vous vu quelqu'un demander à ce qu'on transforme son mode de déplacement?

Questions de la consultation

Cette consultation soulève les questions suivantes:

- Quelles initiatives la Ville doit-elle prendre devant l'enjeu du loisir?

Le vélo occupe une trop grande place dans l'espace public urbain.

1. Les stations de Bixi sont trop nombreuses par rapport à la proportion de la population qui les utilise. Ces stations enlèvent des places de stationnement inutilement.
2. Le nombre de cyclistes qui utilisent les Bixi est négligeable et ces cyclistes m'apparaissent comme ceux qui respectent le moins les règles de sécurité routière.
3. Les pistes cyclables sont trop nombreuses et largement sous-utilisées.
4. À Montréal pour ainsi dire personne n'utilise le vélo en hiver. Pourtant les pistes cyclables occupent l'espace public toute l'année.
5. **La ville aurait avantage à promouvoir d'autres activités de loisir qui donnent une meilleure opportunité de se découvrir et de s'accomplir comme individu.**
6. Globalement, le cyclisme donne l'impression d'être un sujet intouchable et consensuel qu'une minorité brandit comme sous l'influence d'une immunité infondée et malaisante.

Questions de la consultation

Cette consultation soulève les questions suivantes:

- Quelles initiatives la Ville doit-elle prendre devant l'enjeu du loisir? (suite)

Suite à la Consultation sur le loisir public, nous avons appris que la Ville prévoit investir dans les services plutôt que dans de nouvelles installations de loisir. Certaines installations seront toutefois rénovées. Dans ce contexte, le budget pour les nouvelles installations de loisir s'avère limité. La sélection des nouvelles installations qui bénéficieront de financement s'avère donc crucial.

À mon sens, il serait préférable d'investir dans les installations qui permettent de pratiquer des sports individuels, par exemple la natation. **Davantage de piscines intérieures de 50 mètres devraient être construites** puisque la ville possède une quantité disproportionnée de piscines de 25 mètres. En fait, il n'y a que cinq piscines intérieures de 50 mètres à Montréal :

- Complexe sportif Claude-Robillard: horaire non-conviviaux
- Université de Montréal (CEPSUM): très chère
- Centre sportif du Parc olympique: difficilement accessible
- Aquadôme Lasalle: divisée de façon permanente en 2 x 25 mètres
- Cégep du Vieux-Montréal: divisée de façon permanente en 2 x 25 mètres

Questions de la consultation

Cette consultation soulève les questions suivantes:

- Quelles initiatives la Ville doit-elle prendre devant l'enjeu du loisir? (suite)

Afin d'inciter la pratique de la natation de façon régulière, il serait souhaitable que des **piscines de 50 mètres** soient installées dans les zones les plus densément peuplées.

À mon avis, deux emplacements sont tout indiqués:

1. Le futur **Parc des Eaux-Cachées** est situé **au cœur de Griffintown** et aucun aménagement n'est prévu en sous-sol. Une piscine intérieure comme celle des Halles à Paris, qui est **ouverte en couloirs de 7h à 23h tous les jours**, permettrait de maximiser l'utilisation de ce terrain et de créer un intérêt chez les jeunes professionnels pour ce sport.
2. Le site du **Bassin Peel** pourrait accueillir un **complexe aquatique** similaire au Schwimm- und Sprunghalle im Europasportpark de Berlin avec son bassin de 100 mètres de longueur avec plongeoirs, sa seconde piscine de 50 mètres ultra-profonde et sa pataugeoire fermée. Nos élus devraient explorer le réseau des piscines publiques de Berlin qui a fait l'objet d'un programme de rénovation et de publicité majeur il y a 10 ans à peine.

Questions de la consultation

Cette consultation soulève les questions suivantes:

- Quelles initiatives la Ville doit-elle prendre devant l'enjeu du loisir? (suite)

Un moratoire devrait être imposé sur les patinoires puisque la ville dispose déjà de suffisamment de ces installations.

Les patinoires ne représentent d'ailleurs pas l'utilisation la plus avantageuse des fonds publics puisque ces espaces ne sont pas utilisés en continue.

Enfin, le hockey dispose déjà d'une place suffisamment importante dans l'identité collective pour ne pas dépenser des fonds publics pour la renforcer encore davantage.

À mon sens, toute attribution de fonds publics doit être perçue comme un privilège et considérée comme une mesure incitative.

En ce sens, tout projet de nouvelle patinoire devrait être proscrit, à commencer par les zones les plus densément peuplées.

Questions de la consultation

Cette consultation soulève les questions suivantes:

- Quelle devrait être la priorité de la Ville lorsqu'elle réfléchit à ses investissements en aménagements urbains?*

Les activités commerciales locales:

En raison de la pandémie, **aucun investissement en aménagements urbains** au soutien des activités commerciales locales ne devrait se faire **dans des projets de développement durable**. Ce sont les commerces existants qui doivent être priorisés.

Les déplacements actifs et durables:

Les investissements en aménagements urbains dans les déplacements actifs et durables devraient porter uniquement sur la subvention des recharges des véhicules électriques. Considérant qu'il y a déjà 876 KM de pistes cyclables à Montréal et qu'elles sont largement sous-utilisées, aucun investissement supplémentaire n'est requis.

Les aménagements inclusifs et solidaires :

Les investissements dans des aménagements urbains inclusifs et solidaires pourraient être augmentés autant pour le logement social et abordable que pour l'accessibilité universelle.

* Ce choix de réponse aurait dû prévoir une case «Autres» à l'attention des citoyens qui sont opposés aux mesures liés au développement durable puisque les quatre choix proposés sont obligatoires pour compléter le sondage et qu'aucun des choix ne permet aux citoyens de favoriser autre chose que des mesures liées au développement durable.

Questions de la consultation

Cette consultation soulève les questions suivantes:

- Quelle devrait être la priorité de la Ville lorsqu'elle réfléchit à ses investissements en aménagements urbains?* (suite)

Le verdissement et la résilience écologique:

Les investissements en aménagements urbains dans le verdissement peuvent être maintenus pour tous les **végétaux vivaces** (qui poussent d'une année à l'autre), les investissements dans les végétaux annuels devraient se limiter aux végétaux décoratifs (pas d'agriculture urbaine). **Les programmes de résilience écologique devraient être évalués en fonction de leur coût par rapport au nombre de citoyens qui y participent réellement.**

Les investissements en infrastructures qui concernent la résilience écologique ne doivent pas limiter les possibilités d'utiliser les bâtiments et les terrains. Ainsi, une taxe devrait être imposée pour ceux qui choisissent d'aménager des toits végétalisés ou un couvert végétal qui diminue le nombre de cases dans un stationnement.

* Ce choix de réponse aurait dû prévoir une case «Autres» à l'attention des citoyens qui sont opposés aux mesures liées au développement durable puisque les quatre choix proposés sont obligatoires pour compléter le sondage et qu'aucun des choix ne permet aux citoyens de favoriser autre chose que des mesures liées au développement durable.

Questions de la consultation

Cette consultation soulève les questions suivantes:

- Est-ce que la Ville devrait participer activement à un retour vers une économie plus forte en faisant davantage d'investissements en immobilisations?

La relance:

En raison de la surchauffe dans le milieu de la construction, je suis d'avis qu'une accélération des investissements en immobilisations n'est souhaitable que dans les domaines qui répondent à une demande claire de la population, par exemple pour améliorer l'état du réseau routier. Toutefois, il ne faudrait pas que l'accélération du réaménagement de nos routes se fassent pour avancer plus rapidement un agenda idéologiste écologiste dogmatique lié aux transports actifs. L'usage des termes «impératif écologique» dans le document de Consultation démontre bien l'étendue de leur dogmatisme puisque la Ville ne fait face à aucun impératif écologique, si ce n'est celui que nous imposent nos élus.

La qualité:

La ville pourrait également considérer de **paver en béton davantage de rues** et d'**opter pour des marquages au sol de meilleure qualité plus résistants**.

Le transport en commun:

La mise en chantier de grands projets de transport en commun demeure souhaitable dans la mesure où elle ne contribue pas à faire augmenter le tarif des usagers.

Questions de la consultation

Cette consultation soulève les questions suivantes:

- Quels services devraient être revus à la baisse afin d'éviter des augmentations de taxes foncières?

Nombre d'élus:

La priorité de l'administration devrait être de diminuer le nombre d'élus puisque ceci permettrait une réduction des charges à ce niveau de façon pérenne.

Montréal:	103 élus	pour 1 705 000 habitants,	donc 1 élu par 16 500 habitant*
Québec:	22 élus	pour 532 00 habitants,	donc 1 élu pour 24 000 habitants*
Toronto:	25 élus	pour 2 732 000 habitants,	donc 1 élu pour 109 000 habitants*
New York:	51 élus	pour 8 538 000 habitants,	donc 1 élu pour 167 000 habitants*
Los Angeles:	15 élus	pour 3 976 000 habitants,	donc 1 élu pour 265 000 habitants*

Montréal a 16 fois plus d'élus per capita que Los Angeles! Est-ce que la population montréalaise se trouve si bien servie?

* Données de 2018: https://plus.lapresse.ca/screens/39c617d2-d570-4724-b8e8-43dde02ed809_7C_0.html?fbclid=IwAR29-q_VzthGt1VLhJbMZDsRDT2zvcJCmPr-x1lUT3F21K0EnF31hGZBibk

Questions de la consultation

Cette consultation soulève les questions suivantes:

- Quels services devraient être revus à la baisse afin d'éviter des augmentations de taxes foncières?

Sécurité publique (police):

Le budget de la police devrait être revu à la hausse.

Gestion des matières résiduelles:

Le compostage devrait être un service payant ou taxable pour ses utilisateurs.

Déneigement:

Considérant le nombre abyssal de cyclistes hivernaux, les pistes cyclables ne devraient plus être déneigées l'hiver. S'il est maintenu, le déneigement des pistes cyclables devrait se faire en dernier lieu et jamais en temps supplémentaire.

Autres aspects budgétaires

Le logement social (à la location):

Je salue la volonté de la Ville de souhaiter loger ses citoyens convenablement peu importe leur condition et à la hauteur de leur capacité de payer. Toutefois, je suis d'avis qu'il ne s'agit pas d'un droit fondamental de chaque individu, mais bien d'un privilège.

Par ailleurs, les subventions municipales au logement social devraient être offertes plus en amont au moment de la planification des projets afin de **diminuer le loyer économique sur lequel est calculé le loyer des futurs occupants.**

Un allègement de taxes vient seulement diminuer l'augmentation des loyers, mais **ne change pas le niveau de départ des loyers.**

Également, je suis d'avis que les programmes municipaux et provinciaux de logement social doivent être revus en profondeur autant pour les questions relatives à l'attribution des logements que celles relatives au maintien des bénéficiaires dans ces logements.

Autres aspects budgétaires

Le logement social (à la location):

Les programmes de la ville devraient assurer une représentativité démographique proportionnelle, c'est-à-dire que la population est proportionnellement bien représentée parmi les bénéficiaires des programmes.

Le processus d'attribution des projets aux GRTs doit aussi être revu en profondeur afin que les citoyens puissent réellement façonner les projets comme ils le souhaitent. La ville devrait aussi recruter elle-même les candidats autorisés à devenir membres fondateurs des coopératives et des OBNL d'habitation.

Par souci d'équité dans l'octroi des logements, il serait préférable de créer un registre d'inscription municipal unique pour les locataires souhaitant obtenir un logement social. De la même façon, les règlements et les pénalités devraient être les mêmes et appliqués de façon identique dans toutes les coopératives et tous les OBNL d'habitation d'un même volet.

La ville ne devrait plus s'en remettre à des organismes privés pour les mises en tutelles et la gestion financière des coopératives et des OBNL d'habitation.

La ville devrait lancer un appel d'offres ou subventionner des entreprises pour créer et mettre à disposition des outils informatiques d'assistance à la gestion immobilière des grands bâtiments et pour assurer la participation équitable des membres.

Autres aspects budgétaires

Le logement abordable (à l'achat):

Par soucis d'équité dans l'octroi des logements, il serait préférable de créer un registre d'inscription municipal unique pour les citoyens souhaitant obtenir un logement abordable. Le registre pourrait être structuré de façon à prioriser les résidents qui habitent déjà à proximité d'un projet à venir. Si un autre système d'inscription était privilégié, la ville devrait s'assurer que ce système est équitable pour tous les demandeurs.

Les promoteurs immobiliers qui développent ces projets ne devraient pas pouvoir offrir en prévente ou réserver des unités abordables.

Une grille de barèmes de prix à la revente devrait être créée et mise à jour par la Ville pour les logements abordables afin d'assurer qu'ils demeurent accessibles au-delà du premier acheteur.

La Ville devrait bonifier significativement le programme Accès logis afin d'offrir plus de logements abordables.

Davantage de logements du programme devraient être situés dans Ville-Marie et les arrondissements centraux.

Davantage de studios, de un et demi et de deux et demi devraient être offerts dans ce programme.

Autres aspects budgétaires

La levée de l'obligation d'équilibrer le budget:

La limite du ratio d'endettement est un excellent moyen de contrer l'irresponsabilité de certains élus.

L'idéologie écologiste dogmatique de nos élus et les mesures écologistes fortement contraignantes qu'ils nous imposent n'ayant fait l'objet d'aucun mandat par la population, **je suis d'avis il serait irresponsable de lever, même temporairement, l'obligation de la Ville d'équilibrer son budget.**

Lever la limite du ratio d'endettement leur permettrait d'avancer encore plus à l'avant leur programme écologiste dogmatique.

Les documents de la présente Consultation mentionnent que la recommandation de demander au Gouvernement du Québec l'autorisation de lever temporairement l'obligation de la Ville d'équilibrer son budget vient d'un comité d'experts. Or, **l'identité et l'expérience de ces experts n'est jamais présentée.**

Considérant que certaines chaires de recherche que consulte la ville sur les questions de mobilité démontrent un certain idéologisme écologiste dogmatique, je ne fais pas confiance à la Ville pour trouver des experts qualifiés et indépendants.

Autres aspects budgétaires

La levée de l'obligation d'équilibrer le budget:

- Où en est la dette causée par les déficits cumulés?

Cette portion de la dette devrait être remboursée par des mesures d'austérité.

Bien que les déficits cumulés ne représentent habituellement qu'une portion relativement faible de la dette, il est inéquitable de la transférer aux générations futures.

La portion de la dette qui a trait aux déficits cumulés pourrait donc être compensée par la **création du Fonds des générations de la Ville de Montréal**.

D'aucune façon ce Fonds ne devrait être utilisé dans le cadre d'un agenda écologiste.

Autres aspects budgétaires

Le soutien aux secteurs plus durement touchés

Le milieu culturel:

Seules les initiatives visant la familiarisation, la réinsertion sociale et l'éducation aux arts et à la culture devraient être subventionnées. À mon sens, ce n'est pas le rôle de l'état de subventionner l'art. Pourtant un budget de >45 M \$ est dépensé annuellement dans ce domaine.

Les organismes associés aux arts plus marginaux, comme ceux liés à la musique électronique par exemple, pourraient bénéficier d'aides au démarrage et au rayonnement.

Les subventions aux gros festivals bien établis devraient être abolies.

Toutes les activités culturelles liées à des formes d'art classiques (luxe) ne devraient bénéficier d'aucune aide, surtout si ces activités s'adressent à un large public.

À mon sens, plutôt que de construire de nouvelles bibliothèques de quartier, il serait préférable de centraliser l'offre et d'investir dans les collections.

Autres aspects budgétaires

Le soutien aux secteurs plus durement touchés

L'industrie touristique:

Les mesures budgétaires retenues devraient cibler le type de touriste que Montréal souhaite attirer plutôt que de cibler les intervenants de l'industrie locale qui ont besoin d'aide.

Ainsi, toutes les attractions destinées à du tourisme indifférencié ne devraient recevoir aucun financement.

Les subventions devraient être dirigées vers les festivals indépendants, les activités liées à des centres d'intérêts personnels (l'audio, les voitures, etc.) et les initiatives citoyennes émergentes.

Les fonds ainsi épargnés pourraient être investis en subventions à la rénovation des hôtels de la ville pour rendre l'expérience des touristes plus attrayante à bon prix.

Autres aspects budgétaires

Écofiscalité

La Ville devrait s'attaquer aux nuisances environnementales de voisinage (bruit, odeur, vue, etc.) pour donner des amendes, des permis de nuisance, des crédits de taxes ou des subventions.

Consommation responsable de l'eau

La ville devrait adopter une taxe sur les piscines afin de financer les projets d'aménagement de nouvelles piscines intérieures de 50 mètres. Cette taxe pourrait notamment être basée sur la distance avec les piscines publiques existantes.

Autres aspects budgétaires

Les ressources humaines

La ville devrait adopter un règlement :

- ✓ Interdisant l'embauche de gestionnaires qui n'habitent pas sur l'île;
- ✓ Interdisant la promotion d'employés à des postes de gestionnaires s'ils n'habitent pas sur l'île;
- ✓ **Interdisant l'embauche ou la promotion de policiers qui n'habitent pas sur l'île;**

Dès qu'un candidat Montréalais à compétences égales a appliqué sur le poste. Ceci permettrait aux citoyens de s'assurer que les décideurs à la Ville ont à cœur le cadre de vie urbain qui est le leur.

Refonte des traitements

La ville devrait procéder à une refonte du traitement de ses professionnels. Cette refonte serait basée sur trois catégories:

- Les professionnels admis à un ordre professionnel (cols blancs - 1^{ère} catégorie)
- Les bacheliers généralistes (cols blancs - 2^e catégorie)
- Les techniciens nommés (fonctionnaires devenus professionnels - 3^e catégorie)

Dans chaque catégorie, les augmentations et les bonifications seraient basées à la fois sur les besoins de la Ville et sur la **disponibilité de la main-d'œuvre sur le marché du travail.**

Autres aspects budgétaires

Refonte des traitements (suite)

Les fonctionnaires et les cols bleus (catégorie sous les professionnels):

La Ville devrait annoncer longtemps à l'avance que le fonds de pension ne sera plus offert aux nouveaux employés fonctionnaires et cols bleus.

Les pompiers:

La Ville devrait privatiser les services incendies et requérir de ses pompiers qu'ils produisent les documents règlementaires requis des propriétaires des immeubles de leur territoire.

Dotations récentes en transition écologique:

Les nombreuses embauches récentes dans le domaine de la transition écologique marque l'empiètement de la Ville dans un champs de compétence qui n'est pas le sien. La Ville devrait s'en remettre à des consultants, à des chaires de recherches et aux paliers de gouvernements supérieurs pour toutes les questions relatives à la transition écologique. Ainsi, les nombreux postes récemment créés dans ce domaine devraient être abolis. Il va sans dire que l'ajout d'autant d'employés militants écologistes pourrait avoir un impact dévastateur sur l'indépendance des professionnels de la ville sur les questions relatives à l'écologie.

Source de financement

Transferts provinciaux

Les routes:

Plutôt que de revoir les services à la baisse afin d'éviter des augmentations de taxes, la ville, à titre de métropole économique du Québec, pourrait s'adresser au gouvernement provincial afin d'obtenir davantage de financement pour certaines de ses infrastructures, dont les routes, qui sont utilisées au bénéfice de toute la province.

Les coûts d'entretien du réseau routier montréalais ne devraient pas être à la charge unique des montréalais puisque les coûts d'entretien de centaines de ponts et de ponceaux municipaux partout dans la province sont à la charge du MTQ.

Les écoles:

Pour les écoles, considérant l'augmentation de la valeur des terrains dans les quartiers en développement, la ville devrait s'empressez d'obtenir des fonds du provincial pour procéder à des acquisitions immobilières. Ceci lui permettrait d'acquérir ses terrains suffisamment tôt pour éviter de devoir exproprier à gros prix une fois que les développements sont bien avancés.

La santé publique:

Montréal hérite d'une bonne partie des problèmes de délinquance, d'itinérance et de toxicomanie de la province. La santé est un champ de compétence provincial que la Ville ne devrait pas avoir à assumer financièrement.

Conclusion

En somme, je suis d'avis que le développement durable et la transition écologique occupent une place largement secondaire dans la vie de notre métropole et ne doivent représenter en aucun cas des priorités pour la Ville.

Je crois que la prolifération des mesures des élus visant à implanter des aménagements urbains contraignants et non-sollicités ont un impact dévastateur tant sur la vie des montréalais que sur **la réputation des écologistes**.

Au rythme où vont les choses, je crains que notre métropole se vide de son centre au profit des banlieues renforçant ainsi un mode de vie basé sur le carbone, le plastique, le gaspillage et la surconsommation généralisée.

Il va sans dire que je suis donc inquiet quand nos élus annoncent vouloir saisir toutes les occasions pour jeter les bases d'une nouvelle économie plus inclusive, résiliente et verte.

Au cour des dernières années, ils nous ont clairement démontré leur capacité d'exclure notre mode de vie de leurs plans et leur capacité à tester notre résilience face aux mouvements politiques extrémistes.

À retenir

Le manque d'écoute et de soutien offert aux commerçants de quartiers face au projet du REV.

Les mesures visant à monopoliser l'espace public pour les déplacements actifs saisonniers d'une infime minorité de la population iront en s'amplifiant.

Les infrastructures routières qui sont complètement délabrées et celles qui viennent d'être complétées devront être refaites pour retirer les pistes cyclables et les trottoirs démesurément larges.

Les installations de loisir continueront d'être financées et développées pour les groupes scolaires et les aînés, pas pour l'ensemble de la population.

Des consultations...qui n'en sont pas!

Tenir des consultations où l'ensemble des questions et des réponses sont orientées vers l'écologie revient à tenter de légitimer des décisions partisans.

Le budget comprend des centaines de postes qui devraient être regroupés pour sonder la population sur l'ensemble des questions budgétaires.

Il m'apparaît malhonnête de tenir une consultation et de ne pas laisser la population déterminer ce qu'elle souhaite promouvoir.